

Mercredi 7 octobre 2009

Daniel Garrigue interroge M. Kouchner sur la situation au Proche et au Moyen-orient.

Commission des affaires étrangères

Audition, ouverte à la presse, de M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes, sur l'actualité internationale (Iran, Afghanistan, Guinée, Honduras, Traité de Lisbonne)

M. Daniel Garrigue. Je souhaite revenir sur les relations israélo-palestiniennes. Apparemment, la visite de M. Mitchell n'a donné aucun résultat sur la question des colonisations. Par ailleurs, vous nous avez confirmé que le rapport Goldstone ne serait pas examiné avant le mois de mars. Au total, on a le sentiment que l'on demande beaucoup plus à l'Autorité palestinienne, qui a par exemple accepté de revoir sa position sur le rapport Goldstone au risque de compromettre son rapprochement avec le Hamas, qu'au gouvernement israélien.

On peut par ailleurs s'étonner du silence des Européens à un moment où il serait opportun de peser sur le cours des négociations.

À l'initiative de l'Égypte, un certain nombre de pays arabes ont posé la question du désarmement nucléaire de la région. L'une des résolutions adoptées à l'issue de la deuxième guerre du Golfe prévoyait d'ailleurs d'engager un processus général de désarmement au Proche et au Moyen-Orient. Ne conviendrait-il pas de relancer ce dossier, afin de donner plus de crédibilité à notre position vis-à-vis de l'Iran ?

M. le ministre. Il faut encourager les protagonistes du dossier libanais à faire preuve de responsabilité pour qu'un gouvernement puisse être constitué. Dans ce contexte, il est heureux que les acteurs régionaux renouent le dialogue, l'amélioration des relations entre Syriens, auxquels nous avons demandé de ne pas intervenir, et celle des Saoudiens est à ce titre à suivre de près. J'espère que cela débouchera sur la formation d'un gouvernement au Liban. Aujourd'hui, le blocage tient surtout à la position du général Aoun, qui souhaite placer son gendre à un poste ministériel important.

Il est vrai, monsieur Garrigue, que l'on a le sentiment que l'on demande aux Palestiniens sur les plans physique et humain des efforts qui semblent plus importants que les efforts politiques que l'on demande aux Israéliens. Nous avons demandé aux Israéliens d'arrêter la colonisation et nous l'avons fait autant sinon plus clairement que les Américains que l'on ne peut vraiment pas nous accuser de suivre, monsieur de Charette. Pour leur part, les Américains évoluent vers une acceptation qui pourrait permettre au dialogue de redémarrer, ce qui serait mieux que rien. Mahmoud Abbas sort renforcé du congrès du Fatah, mais j'ignore si cela sera suffisant pour que les choses se débloquent avant la fin de l'année.

M. Daniel Garrigue. Pourquoi ne nous efforçons-nous pas d'engager les Européens dans des actions comme celles qu'ils ont conduites dans le passé ?

M. le ministre. Nous avons demandé à nos partenaires de participer à des actions, et pas seulement financièrement. Nous avons reçu des Israéliens, j'espère qu'elle sera tenue, la promesse de pouvoir enfin reconstruire l'hôpital Al-Qods à Gaza. Nous avons l'argent, je me rendrai sur place dans quelques jours et nous pourrons peut-être enfin mener ce projet à bien.

Tous nos projets ont été financés par la conférence de Paris ; nous avons beaucoup avancé, y

compris dans notre action de formation de la police, mais tout ceci demeure insuffisant. Il faut que le dialogue reprenne pour que nous puissions aller plus loin, c'est à cela que pourrait servir la réunion à Paris de l'Union pour la Méditerranée. Cela suppose une quasi reconnaissance de l'État palestinien et, surtout, un développement à l'avance de son administration et de son économie.

Des engagements ont été pris s'agissant du désarmement nucléaire au Moyen Orient lors de la Conférence d'examen du TNP de 1995, il faut qu'ils soient tenus. Mais le plus important est qu'on ne peut pas laisser de nouveaux programmes nucléaires se développer, c'est pourquoi le président Sarkozy a insisté devant le Conseil de sécurité sur la nécessité de parler de ce qui se passe en Corée du Nord et en Iran. Si vous souhaitez, monsieur Myard, que l'atome joue un rôle stabilisateur, je vous souhaite bonne chance... Certes, on peut prendre pour exemple la situation très différente entre l'Inde, qui a conclu un accord de coopération nucléaire civil dans le cadre d'un partenariat global, et le Pakistan, où il faut aussi se demander entre quelles mains peuvent se trouver les armes nucléaires pakistanaises. Mais le risque de conflit demeure.

Alain Joyandet se trouvait récemment à Madagascar pour des pourparlers de paix menés par le Groupe international de contact sur Madagascar. Un consensus semble se dessiner autour de la personnalité d'un Premier ministre de transition et c'est une avancée.

Vous avez eu raison par ailleurs, monsieur Destot, d'appeler notre attention sur les inondations au Burkina Faso auquel nous avons apporté une aide de 100 000 euros.

Au Gabon, la Cour constitutionnelle va poursuivre le décompte des voix. La présidente par intérim, Mme Rogombé, mérite tout notre soutien.

Comment faire autrement, monsieur Dufau, que d'attendre le résultat du scrutin en Afghanistan ? On ne va quand même pas à nouveau choisir leur président à la place des Afghans ! Bien sûr, nous souhaitons la clarté dans les élections, mais ne soyons pas naïfs au point de croire que pourrait s'installer tout de suite en Afghanistan une démocratie à la française.